

Il faut de l'humanité dans le développement humain

Partage international n° 62 - Octobre 1993

par Jon Tinker

L'ONU n'a pas la réputation de dire la vérité. Ses rapports portent en général sur l'ensemble d'un problème, évitant des détails qui pourraient heurter les gouvernements, et jamais, au grand jamais, des noms ne sont cités. Toutefois en 1990, l'UNDP (Programme des Nations unies pour le développement) a jeté aux orties cette règle de conduite, à l'occasion de son premier rapport sur le développement humain. Ce fut le meilleur document émis par l'ONU depuis des années.

Aujourd'hui, le quatrième rapport de l'UNDP, l'un des principaux organismes de financement du monde, est sorti. Il cite des noms et cela va en irriter beaucoup.

Reconnaissant que le but du développement ne se limite pas à procurer davantage d'argent aux hommes, mais plutôt davantage de bien-être, l'UNDP a établi en 1990 l'Indice de développement humain (IDH). L'IDH est basé sur le revenu, mesuré d'après le Produit domestique brut (PDB), ainsi que sur des facteurs touchant à l'éducation (le nombre d'adultes sachant lire et écrire, le nombre d'années de scolarité des enfants) et la santé, mesurée d'après la longévité — les gens sains vivant plus longtemps.

Chaque année, l'UNDP évalue les nations d'après leur IDH. Cette année, le Japon est arrivé en tête, suivi du Canada et de la Norvège. Les trois derniers sont l'Afghanistan, la Sierra Leone et la Guinée.

Le rapport de 1993 relève qu'au Brésil « la pauvreté est générale, qu'il y a d'énormes disparités entre les revenus, et que la fiscalité ne fait rien pour les réduire. » En Russie, « on estime que 80 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. »

Le rapport fourmille de comparaisons peu flatteuses. La Barbade a un IDH supérieur à celui de l'Espagne. L'Arabie Saoudite est moins bien lotie que les Fidji. Le développement humain au Sri Lanka et en Chine

devance le niveau de revenu : l'IDH de la Libye et des Emirats Arabes est à la traîne. Aux États-Unis, selon l'UNDP, l'IDH de la seule population blanche se situe au-dessus de celui des Japonais (qui arrivent en première place pour le développement humain). Mais les Noirs américains se trouvent à la 35^e position, avec l'Estonie. « Aux États-Unis, l'égalité est une perspective lointaine », conclut l'UNDP.

« Aucun pays ne traite ses femmes aussi bien que ses hommes », est-il indiqué avec franchise. L'Asie du Sud et de l'Est compte davantage d'hommes que de femmes, bien que les femmes vivent plus longtemps. La raison ? « La mortalité des accouchées, l'infanticide et l'alimentation insuffisante des fillettes », affirme le rapport, ajoutant qu'au Bangladesh, « la mortalité des fillettes au cours des premières années de la vie est supérieure à celle des garçons, de près de 15 %. »

Le rapport de cette année met principalement l'accent sur la démocratie qui, déclare fort justement l'UNDP, ne s'apprécie pas seulement sur la fréquence des élections, mais également sur la liberté de la presse, l'existence d'une société civile diversifiée et de multiples ONG (organisations non gouvernementales).

« L'information c'est le pouvoir, affirme le rapport, et refuser l'information aux populations est un moyen sûr pour leur ôter tout pouvoir. » Toutefois — ce qui semble un manque flagrant de vision —, l'UNDP ignore l'un des principaux leviers de la démocratisation en Afrique et en Asie aujourd'hui : le pluralisme de la presse. Un citoyen ne peut avoir une réelle liberté, ne peut assister à un débat public ni participer aux décisions concernant l'avenir de sa communauté, s'il ne peut choisir entre différents journaux, magazines, chaînes de radio et de télévision, c'est-à-dire entre diverses opinions émises par chaque publication.

L'aspect sans doute le plus fascinant de ce rapport est la scission qu'il révèle au sein de la famille onusienne entre le développement humain préconisé par l'UNDP et le développement économique néolibéral rigide imposé à l'hémisphère Sud par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'UNDP ne reconnaît pas ouvertement ce conflit. Mais certains économistes à l'esprit étroit,

à la tête du FMI et de la Banque mondiale, vont détester ce rapport, qui n'arrive que quelques jours après que le l'Oxfam (la grande organisation humanitaire britannique) ait déclaré que l'Afrique se porterait mieux si le FMI se retirait.

Le rapport 1993 sur le développement humain est une pilule amère : sucrée à l'extérieur, mais difficile à avaler par son contenu bien documenté et structuré. Le chef de l'UNDP, William Draper, est toute douceur dans son avant-propos : « *Le meilleur chemin est de libérer l'esprit d'entreprise des populations.* » Puis Mahbub ul Haq, principal auteur du rapport, poursuit en appréciant l'actuelle « *association plus pragmatique entre le marché et la compassion sociale.* » Mais la véritable critique est plus profonde.

Le marché libre ? « *Les marchés devraient servir le peuple, et non le peuple servir les marchés. Les marchés excluent ceux que la pauvreté rend insolubles.* »

La privatisation ? « *Dans de nombreux pays le processus a consisté en une « vente à l'encan » d'entreprises publiques à des particuliers ou à des groupes favorisés (...). Les consommateurs, les travailleurs, la nature (...) devraient finalement avoir droit à autant d'égards que les actionnaires (...).*

Certains services devraient toujours être gratuits : notamment les services de santé et l'éducation primaire. »

Suit une phrase percutante, qui ne manquera pas de hanter les économistes conservateurs : « *Nous sommes en train d'assister à un phénomène nouveau et fâcheux : la croissance du chômage.* » En d'autres termes, les gens importent plus que les pesos. Un développement inhumain ne bénéficie qu'aux banquiers.

Le rapport de l'UNDP affirme que le cinquième des citoyens du monde riche (les élites du tiers monde autant que beaucoup d'Européens) jouissent d'un revenu 150 fois supérieur à celui du cinquième le plus pauvre. La Banque mondiale et le FMI, je le crains, représentent les intérêts du cinquième le plus riche de l'humanité. L'UNDP s'efforce de parler en faveur du cinquième le plus pauvre. Attention à la réaction !

Auteur : Jon Tinker, fondateur de l'institut Panos.

Sources : IPS

Thématiques : [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()